



Synthèse des travaux de groupe

ALIMENTATION ET AGRICULTURE

2019 - 2020

Réalisé à l'occasion du Forum Urbain Mondial d'Abu Dhabi de février 2020 « Villes d'opportunités : relier culture et innovation » et du Sommet Afrique - France de juin 2020 sur la ville durable.

EDITORIAL

Les territoires au coeur de la transition alimentaire

Urbanisation, croissance démographique, utilisation des ressources, qualité de l'air, de l'eau et des sols, alertes sanitaires, nouvelles attentes citoyennes..., sont autant de facteurs qui interrogent le système alimentaire actuel et doivent nous amener à envisager des modèles de production et de consommation plus respectueux de l'environnement et de la santé.

En effet, comment pourra-t-on nourrir durablement 9,5 milliards d'habitants en 2050 ? Peut-on continuer à puiser de la même manière dans les ressources naturelles quand le système alimentaire absorbe déjà 75% des eaux douces consommées tout en générant 30% des gaz à effet de serre ? Comment endiguer l'effondrement de la biodiversité ?

Face à la nécessité avérée d'aller vers un système alimentaire plus respectueux de l'environnement et plus solidaire, nous devons tous nous engager. Si de nombreuses initiatives de citoyens ou d'associations ont ouvert des chemins de transition, les villes doivent les soutenir et réorienter leurs politiques pour contribuer à la transformation profonde

du système alimentaire.

La transition du système alimentaire s'inscrit dans un contexte particulier : celui d'une urbanisation croissante à l'échelle mondiale qui pose des défis redoutables, au premier rang desquels celui de l'alimentation d'une population plus nombreuse, des inégalités d'accès et des défis environnementaux. Au-delà de sa fonction nourricière, la question alimentaire doit aussi contribuer aux objectifs de durabilité des villes et de réduction des inégalités sociales. Agir sur le système alimentaire d'un territoire nécessite donc de développer une réflexion transversale intégrant les aspects économiques, sociaux, environnementaux, sanitaires, éducatifs, urbanistiques et culturels.

Les enjeux d'une nourriture plus saine, dont on connaît la provenance et qui rémunère mieux les agriculteurs est aussi une demande sociale qui oriente vers des approches plus locales et de nouveaux modèles économiques.

Face à ces enjeux, les territoires urbains doivent renforcer leurs alliances avec les territoires périurbains et ruraux.

L'alliance des territoires apparaît comme une condition clé de la transition vers un modèle alimentaire et agricole plus durable.

Face à ce système alimentaire fortement mondialisé, la mobilisation de toutes les compétences et de toutes les énergies, celles des collectivités, des associations, des organisations professionnelles

et, en définitive, de tous les citoyens, est indispensable pour impulser et réussir une transition vers de nouveaux systèmes alimentaires, ancrés dans nos territoires. Pour ce faire, nous devons nous doter d'une nouvelle boussole pour nous orienter et d'une nouvelle feuille de route pour cheminer ensemble.

Kader Makhoul, France urbaine
Henri Rouillé d'Orfeuil, Resolis

Co- Pilotes



Avec la contribution de :



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES



MINISTÈRE
DE LA COHESION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES



TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 DÉFINITION ET APPROCHE DU SUJET

6

PARTIE 2 RECOMMANDATIONS ET EXEMPLES

Recommandation 1

11

Assurer un approvisionnement des villes et des territoires en quantité et en qualité

Recommandation 2

14

Faire de l'alimentation durable un pivot du développement des territoires qui s'appuie sur la relocalisation du système alimentaire

Recommandation 3

16

Favoriser les innovations au service de la transition alimentaire et lutter contre les externalités négatives

Recommandation 4

18

Promouvoir des actions de coopérations nationales et internationales entre les collectivités territoriales de différentes échelles

CONCLUSION

22







PARTIE 1

DÉFINITION ET APPROCHE DU SUJET

**Les collectivités , actrices majeures d'une
nécessaire transition agricole et alimentaire**

Selon les projections de l'ONU, la population mondiale pourrait atteindre les 9,7 milliards d'habitants en 2050, dont 6,6 milliards seraient établis en ville, soit 68% du total. Si l'Asie constituera le principal bassin de population, le continent africain sera également particulièrement concerné par cette croissance fulgurante. Dans ce contexte démographique, la plupart des pays voit leurs ressources et leurs terres cultivables se réduire. Alors qu'en même temps, les grands massifs forestiers tropicaux, poumons de la planète et de l'humanité, sont victimes d'actions de déforestation de grande ampleur.

Face à ces projections en termes de démographie, d'urbanisation

et de disponibilité des ressources naturelles, les questions d'agriculture et d'alimentation doivent être profondément repensées et des stratégies de transition doivent être mises en œuvre, aussi bien à l'échelle locale par les acteurs de la production des aliments, que par les acteurs de leur consommation. Et si les collectivités françaises ont souhaité retenir la transition agricole et alimentaire parmi les questions majeures qu'elles souhaitent porter à Abu Dhabi et dans les grands événements diplomatiques internationaux, c'est parce que le rôle des collectivités dans cette nécessaire transition est déterminant. À travers leurs rôles dans la planification foncière et urbaine, la restauration scolaire et collective, l'organisation et





la régulation des marchés alimentaires, l'éducation, les appels d'offres publics, les collectivités disposent en effet de nombreux leviers et outils pour influencer sur leurs systèmes alimentaires et encourager la transition vers une alimentation saine, de qualité, accessible à tous et durable.

Comment en effet parvenir à assurer la sécurité alimentaire pour tous, en particulier dans les villes, en respectant les principes d'une gestion durable des ressources naturelles, et en luttant contre le changement climatique ? Il nous faut aujourd'hui penser à la fois et dans la cohérence, la sécurité alimentaire de tous, la durabilité des systèmes alimentaires, la réduction des inégalités et appréhender de manière globale des problématiques économique, sociale, sanitaire, urbanistique ou encore culturelle. Nous n'y parviendrons pas sans une profonde transformation d'un système alimentaire, aujourd'hui mondialisé, uniformisé, fortement consommateur d'énergies fossiles, d'engrais de synthèse et de produits chimiques phyto et zoo-sanitaires. Face à ce système, nous savons qu'il faudra soutenir au moins trois grandes évolutions, et le plus tôt sera le mieux : une relocalisation, autant que possible et souhaitable, du système alimentaire, une évolution agro-écologique de la production agricole ; une exigence politique d'accès pour tous à une alimentation satisfaisante en quantité et en qualité. Le marché mondial qui règne

en maître sur ce système alimentaire ne se donne aucune boussole qui pourrait indiquer ces trois directions.

Seules des autorités publiques, et particulièrement territoriales, peuvent orchestrer une telle transition et mobiliser l'ensemble des acteurs du système alimentaire, notamment les citoyens-consommateurs. Cette action de mobilisation passe par l'appui à la mise en œuvre d'expériences innovantes et diversifiées dans les territoires urbains, par la valorisation d'initiatives portées par des acteurs locaux et par la diversité des formes de gouvernance alimentaire, des politiques publiques et des dynamiques territoriales. Les villes et les métropoles en proposant des initiatives pionnières, apparaissent alors comme des actrices importantes d'une transition du système alimentaire et démontrent que des solutions existent et ne demandent qu'à grandir et à essaimer, à condition que leurs environnements leur soient favorables.

La question alimentaire dépasse bien évidemment les seuls territoires urbains. Les villes ont besoin d'un bassin agricole et alimentaire beaucoup plus vaste que leurs territoires. Il faut donc veiller à la complémentarité entre les territoires de production urbains, périurbains et ruraux. Si les espaces ruraux ont besoin d'une demande alimentaire urbaine de proximité pour se développer, les métropoles ont, quant à elles, besoin de la vitalité des



campagnes pour répondre à leurs besoins alimentaires. Les métropoles, qui représentent une bonne part de la demande alimentaire, jouent donc un rôle pivot dans la transition alimentaire et l'affirmation d'un développement durable et inclusif de tous les territoires. Quant à l'agriculture urbaine, elle doit jouer un rôle pédagogique important et donner un sens nouveau au besoin de revégétaliser l'espace urbain et de renforcer l'inclusion et le lien social. Les jardins scolaires pour les enfants, les jardins partagés pour tous les urbains peuvent jouer ce rôle. Dans certaines villes, de tels jardins jouent aussi un rôle complémentaire en termes d'approvisionnement.

La reterritorialisation du système alimentaire, la transformation agro-écologique de la production agricole et l'exigence de démocratie alimentaire supposent une action systémique qui porte sur de nombreux aspects :

- sur l'environnement : par le développement de pratiques agricoles durables et de filières bio, par la création d'économies circulaires et la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire : par la protection du foncier agricole et des ressources naturelles ;
- sur l'économie alimentaire : par l'aide à la structuration de filières alimentaires ancrées dans les territoires, au développement de

circuits alimentaires de proximité et à l'offre de produits locaux et de qualité ;

- Sur la nutrition et la santé : par l'éducation et la sensibilisation des consommateurs aux bienfaits d'une alimentation de qualité et à l'importance des enjeux nutritionnels, par la formation de professionnels de la santé, par l'accès à une alimentation saine et de qualité ;
- Sur la dimension culturelle et gastronomique de l'alimentation : par la valorisation et le soutien des savoir-faire et des produits locaux et de terroirs.

La reterritorialisation du système agricole et alimentaire passe donc par une relance des économies alimentaires locales. Par cette relance, les territoires vont pouvoir retrouver à la fois un moteur de leurs développements économiques et une revitalisation de leurs identités culturelles.

Cette nécessaire transition agricole et alimentaire passe par un rappel des identités culturelles des territoires et par un appel à l'innovation aussi bien technique que sociale. Ces mouvements sont engagés et observables dans tous les territoires. Des pionniers parcourent déjà des chemins très divers de transition. Cette transition des petits pas construit des villes plurielles. Ils montrent que cette transition radicale est possible. Il appartient aujourd'hui aux responsables publiques de lancer des politiques volontaristes et d'ouvrir,





en grand et à tous, la porte d'une alimentation responsable et durable.

Face à un système alimentaire mondialisé, toutes les collectivités sont appelées à participer à cette grande transition alimentaire et à opérer un processus de ré-ancrage dans leurs territoires locaux et nationaux. Ce parallélisme des démarches de transition, mais aussi la diversité des chemins à parcourir et des paysages ou des contextes à traverser, donnent une valeur particulière aux échanges et aux coopérations entre les collectivités

de différents pays et continents. Ces échanges et coopérations sont sources d'enrichissements et marques de solidarité, mais au-delà de ces coopérations bilatérales, les collectivités doivent ensemble porter un message et un plaidoyer à la fois pro-territoires, pro-diversité et pro-transition dans les débats publics et les négociations internationales. Les villes et les régions de France sont prêtes à participer aussi activement que possible à ces actions internationales d'échanges, de coopérations et de plaidoyer.







PARTIE 2

RECOMMANDATIONS ET EXEMPLES

Recommandation 1

Assurer un approvisionnement des villes et des territoires, en quantité et en qualité.

Privilégier l'échelle locale

Accéder à des produits alimentaires sains, durables, plus locaux et agro-écologiques, consulter et associer les citoyens, lutter contre la précarité alimentaire, valoriser la diversité des cultures et des patrimoines alimentaires.

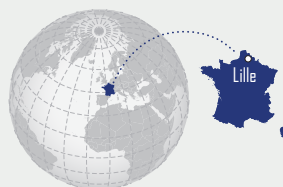


PROJET

Implication des habitants dans la stratégie alimentaire

Dans le cadre de sa stratégie alimentaire, la Métropole Européenne de Lille (MEL) a mené une concertation citoyenne afin de permettre l'expression citoyenne, de cibler les enjeux, d'évaluer les actions de la MEL et de tracer des pistes d'orientation, en mobilisant des modalités diverses (page web, enquête en ligne, cartographie interactive, ateliers

participatifs, séances de restitution). Cette concertation a contribué à structurer les orientations de sa stratégie alimentaire. (Lille - FRANCE)



www.lillemetropole.fr



S'appuyer sur de nouveaux outils

Ajuster la demande et l'offre de produits alimentaires (Marché d'intérêt national, plateformes numériques, marchés locaux et de plein vent, contractualisation producteurs/consommateurs) et améliorer l'approvisionnement des établissements de restauration collective.



PROJET

Open Food France, une plateforme au service des initiatives innovantes

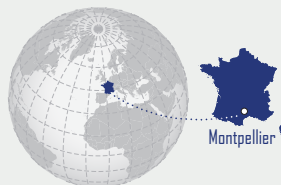


Cette plateforme permet de faire le lien entre producteurs et acheteurs. Elle permet de multiplier les partenariats afin d'organiser une gouvernance partagée entre acteurs et favorise les circuits courts. Elle permet également d'améliorer la répartition de la valeur ajoutée tout au long de la chaîne.

(FRANCE)

www.openfoodfrance.org

Le MIN, vecteur des circuits-courts



Le Marché d'intérêt national (MIN) est un outil clé de la politique agro-écologique pour développer une alimentation saine et durable issue des productions locales, tout en contribuant au développement économique et à l'emploi local.

Ce nouveau service permet d'une part de répondre à l'évolution de la consommation locale et d'autre part, pour les producteurs d'accéder à une clientèle professionnelle diversifiée en un minimum de temps.

(Montpellier - FRANCE)

www.mercadis.net

Une stratégie globale co-construite

Veiller à la complémentarité des territoires de production (urbains, périurbains, ruraux) et à la gestion optimale du foncier et des paysages, dans le cadre d'une alliance des territoires.

Promouvoir des formes inclusives de gouvernance.





PROJET

La charte de l'agriculture et de l'alimentation : une gouvernance ouverte

Dans le cadre de sa charte de l'agriculture et de l'alimentation, la Communauté d'agglomération du Pays de Lorient ambitionne de « développer une alimentation de qualité dont la responsabilité incombe à tous les acteurs de la chaîne alimentaire, du producteur jusqu'au consommateur ».

Un projet alimentaire territorial (PAT) se met en place dès 2016 et s'appuie sur une gouvernance ouverte au travers du conseil agricole et alimentaire regroupant les collectivités, la chambre d'agriculture et partenaires de la charte, des ateliers ainsi que les porteurs de projets.



Deux volets d'animation sont distingués : le volet économique regroupe les opérateurs économiques et les structures professionnelles, et le volet sensibilisation et accessibilité sociale qui regroupe, entre autres, des associations citoyennes et des organismes sociaux.

(Pays de Lorient - FRANCE)

www.lorient-agglo.bzh

Soutenir les pratiques innovantes

Protéger les terres agricoles, faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et le lancement d'initiatives locales et innovantes.



PROJET

Soutenir l'entrepreneuriat et les savoir-faire en agriculture dans les métropoles

Dans le cadre du projet SESAME, plusieurs formations ont été mises en œuvre afin de soutenir l'agriculture urbaine et périurbaine dans les métropoles françaises :

- La formation entreprendre en agriculture urbaine auprès des lycées agricoles.
- La formation enjeux et leviers de

l'agriculture urbaine auprès des élus et techniciens des collectivités locales.

Ce projet vise une montée en compétences de ces publics cibles et une intégration de ces modules au sein de formations existantes.

www.fermesdavenir.org



Recommandation 2

Faire de l'alimentation durable un pivot du développement des territoires qui s'appuie sur la relocalisation du système alimentaire.

Relocaliser le système alimentaire à l'échelle locale

Relancer les économies alimentaires territoriales, favoriser l'emploi local et décent et la distribution locale de revenus. Accompagner l'insertion des personnes en situation de précarité.

Préserver nos ressources

Promouvoir les systèmes alimentaires privilégiant une gestion durable des ressources naturelles et favorisant la fertilité des sols, la qualité des eaux, la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre et la végétalisation urbaine.



PROJET

Les périmètres de protection des espaces agricoles, naturels et forestiers

Le PAEN (périmètre de protection des espaces agricoles, naturels et forestiers) est un outil de planification qui allie protection foncière et programme d'actions. Dans la Loire, entre les aires urbaines de Lyon et de Saint-Étienne, un programme d'actions a permis (2011-2015) :

- le renforcement de l'économie agricole locale : maintien d'une agriculture périurbaine viable, développement des circuits courts, valorisation des produits locaux, transmission des exploitations ;
- l'amélioration des conditions d'exploitation : préservation du foncier, remise en état de parcelles abandonnées, amélioration des conditions de cohabitation ;

- la préservation des milieux naturels et des paysages : restauration d'un réseau bocager, aménagement de mares, des abords de fermes.

(Département de la Loire - FRANCE)



www.loire.fr





Agir pour modifier les comportements alimentaires

Lutter contre le changement climatique et promouvoir des économies circulaires (lutte contre le gaspillage alimentaire, valorisation des déchets).



PROJET

Des vélos pour collecter et valoriser les déchets organiques

Le projet de La Tricyclerie à Nantes propose une solution écologique, innovante et de proximité en zone urbaine, afin d'assurer une meilleure valorisation de la matière organique sur le centre-ville.

Pour ce faire, une flotte de vélos cargos récupère les invendus des restaurants pour alimenter en compost les producteurs locaux.

Ce projet simple permet d'allier le tri, le cycle des déchets, et le vélo comme moyen de transport doux. (Nantes - FRANCE)



www.latricyclerie.fr





Recommandation 3

Favoriser les innovations au service de la transition alimentaire et lutter contre les externalités négatives.

Mettre les citoyens et les collectivités au coeur du dispositif

Repérer, observer et encourager les initiatives innovantes portées par des habitants et/ou des acteurs des chaînes alimentaires, ainsi que les stratégies des collectivités territoriales favorables à la transition alimentaire.

Renforcer les mesures des politiques publiques d'appui à la transition alimentaire.



PROJET

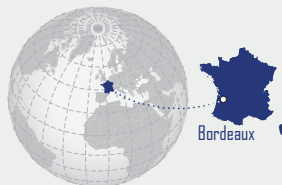
Un Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable

Cette instance vise à co-construire avec de nombreux acteurs du territoire (publics, privés ou encore associatifs), une politique alimentaire adaptée aux problématiques locales.

L'objectif est de relocaliser le système alimentaire et permettre l'accès pour tous à une alimentation de qualité et durable.

Cet outil de participation citoyenne permet alors de répondre au mieux aux attentes des habitants en matière d'alimentation.

Ce conseil consultatif est également ouvert aux acteurs des territoires voisins, permettant de construire une démarche de solidarité territoriale. (Bordeaux - FRANCE)



www.bordeaux-metropole.fr





PROJET

L'Observatoire RESOLIS : documenter la transition pour l'appuyer

Depuis 2013, l'association RESOLIS porte le Programme Alimentation Responsable et Durable. Celui-ci est fondé sur un observatoire en ligne qui rassemble actuellement plus de 700 initiatives (dont 350 françaises), de 11 pays différents. Qu'elles soient portées par les acteurs publics ou par les citoyens, les initiatives qui y sont recensées sont autant de voies possibles vers la transition alimentaire. Cartographier et synthétiser ces dynamiques à l'œuvre dans les territoires, c'est non



seulement les valoriser, poser les bases de possibles coopérations mais également appeler les pouvoirs publics à renforcer leur appui à la transition alimentaire et aux initiatives qui en défrichent les chemins. (FRANCE)

www.resolis.org

Formation et mise en capacité des acteurs

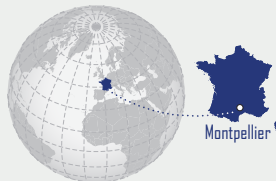
Multiplier des actions de sensibilisation, de formation, de communication et de plaidoyer adaptées aux différents publics.
Promouvoir des actions d'implication dans des territoires d'expérimentation (jardins partagés, jardins scolaires, jardins péri-urbains).



PROJET

Soutenir les initiatives conjointes

Terracoopa est une initiative conjointe entre une association régionale et une association locale, permettant le soutien à la création d'emplois liés à l'agriculture biologique et aux circuits courts. Ils gèrent un terrain sur lequel les jeunes agriculteurs peuvent démarrer leur exploitation sur une période limitée et de manière autonome, en limitant la prise de risque. Cela leur permet d'évaluer leur projet



et leur capacité à maintenir cette activité hors de cet espace de test. (Montpellier - FRANCE)

www.terracoopa.net





Recommandation 4

Promouvoir des actions de coopérations nationales et internationales entre les collectivités territoriales de différentes échelles.

Consolider les synergies entre acteurs et entre territoires

Développer les échanges entre les territoires de même nature et les synergies entre les territoires d'échelles différentes. Promouvoir un partage optimal des compétences et des responsabilités entre les territoires grâce à des politiques de décentralisation audacieuses dans le domaine agricole et alimentaire.



PROJET

Le projet MADRE : un projet de coopération territoriale pour changer les systèmes alimentaires métropolitains en Méditerranée

Projet de capitalisation sur le rôle de l'agriculture urbaine et périurbaine dans six aires métropolitaines : Marseille, Montpellier, Barcelone, Bologne, Tirana, Thessalonique.

Les résultats attendus sont de consolider les connaissances existantes en termes de bonnes pratiques à travers un catalogue transnational partagé et mobilisé comme outil pédagogique pour tous.

Renforcer les capacités du réseau des acteurs de l'agriculture urbaine et périurbaine

au niveau local, régional et national.

Initier la construction d'un cluster transnational méditerranéen d'acteurs de l'agriculture urbaine et périurbaine.

Créer une plateforme web dont le but est la mise en relation d'acteurs de l'agriculture métropolitaine et des systèmes alimentaires en Méditerranée.

www.avitem.org





OUTIL

Réseau national pour un Projet alimentaire territorial (RnPAT)

Le RnPAT vise à mettre en réseau l'ensemble des acteurs de l'alimentation afin de favoriser la co-construction et la mise en œuvre partagée des Projets alimentaires territoriaux (PAT).

Sur la période 2018-2021, le RnPAT s'articule autour de cinq axes :

- Sensibiliser tous les acteurs aux enjeux de l'alimentation durable et des PAT ;
- Capitaliser et évaluer les PAT ;

- Accompagner les acteurs dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur PAT ;
- Innover dans les champs stratégiques (économie, social, planification) ;
- Contribuer à la cohérence des politiques aux différentes échelles et entre les territoires.

www.rnpat.fr

Renforcer les actions de coopérations

Construire des actions de coopération décentralisée dans le cadre de partenariat entre territoires sur les thèmes des recommandations précédentes.



PROJET

Réhabilitation des marchés centraux

Dans un contexte où le commerce informel, le manque d'hygiène et d'équipements favorisent les épidémies, un projet de réhabilitation a été lancé en 2003, cofinancé par l'AFD, l'État malgache, la municipalité de Mahajanga et la ville de Mulhouse.

Les résultats sont nets : une amélioration globale des conditions d'hygiène par l'installation de sanitaires et un système de nettoyage, une amélioration globale de l'organisation commerciale et des espaces alentours aux marchés avec une meilleure

lisibilité de l'offre, et enfin, la mise en place d'un nouveau mode de gestion avec la création d'un département des marchés et l'intégration des commerçants aux prises de décisions. (Mahajanga - MADAGASCAR)



www.afd.fr



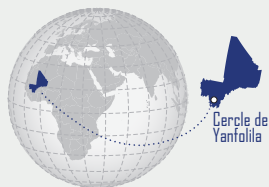


PROJET

Favoriser un développement durable et inclusif

Les activités essentiellement agricoles sont destinées à l'autoconsommation ou à l'approvisionnement des marchés locaux, mais l'orpaillage impacte durablement l'environnement et les populations.

Le Département du Haut-Rhin et l'AFDI68, relayés par le Gedeu, sont impliqués aux côtés du Cercle afin de renforcer les capacités des acteurs locaux et de favoriser le développement durable et inclusif du territoire, adapté aux besoins des populations locales. Les objectifs sont la diversification



et l'amélioration de la qualité des produits agricoles, le soutien à l'insertion économique des femmes et des jeunes dans les emplois ruraux, et l'appui à la structuration des acteurs locaux. (Cercle de Yanfolia - MALI)

www.gescad.org





Faire des collectivités territoriales des acteurs clés

Construire des actions de plaidoyer en direction des autorités publiques nationales et internationales. Renforcer la voix des collectivités territoriales et de leurs représentants dans les négociations et les débats internationaux.



PROJET

Le Pacte de Milan

Lancé en 2015, le Pacte de Milan invitait les villes du monde à développer des politiques agro-écologiques et alimentaires novatrices. Au départ signé par 47 villes, elles sont aujourd'hui plus de 200, provenant de tous les continents.

Chaque année, un sommet est organisé au cours duquel les villes échangent et identifient les bonnes pratiques pour développer des systèmes alimentaires résilients, durables, diversifiés et accessibles à tous. Cette année, plusieurs apports ont été intégrés tels que

la nécessité de mobiliser les acteurs de l'alimentation pour assurer l'hygiène et la sécurité alimentaire ou pour supprimer le plastique.

Ce Pacte a également pour objectif d'encourager la coordination interministérielle et intersectorielle aux niveaux municipal et communautaire, en s'efforçant d'intégrer les considérations alimentaires urbaines dans les politiques et programmes sociaux, économiques et environnementaux.



PROJET

Déclaration de France urbaine pour une transition en faveur d'une alimentation durable, responsable et solidaire

Fin décembre 2018, 75 membres de France urbaine (agglomérations, métropoles et grandes villes) ont signé cette déclaration comme témoignage d'un mouvement collectif pour tendre vers une transition de nos systèmes alimentaires et agricoles. Celle-ci comprend une série d'engagements locaux et

internationaux qui constitueront le socle d'une feuille de route précisant sa mise en œuvre et positionnant les territoires urbains au cœur des processus de transition alimentaire, aux différentes échelles de négociation et de prise de décision.

www.franceurbaine.org





CONCLUSION

Mots-clés

○.....Agriculture urbaine

Système alimentaire territorialisé

Solidarités

Résilience

Foncier agricole

Circuit court.....○

À retenir

Parce qu'elle est au croisement de la plupart des grands défis contemporains, la transition du système alimentaire et agricole suscite une forte mobilisation de nombreux acteurs, au premier rang desquels les territoires, et notamment les villes qui jouent un rôle moteur.

Si nous avons mis en avant l'idée de transition, c'est pour signifier que nos villes et nos campagnes aspirent à une renaissance de leurs économies locales, à la mobilisation et à la valorisation de leurs ressources naturelles, humaines et culturelles. Mais aussi pour affirmer que l'humanité et la planète aspirent à une autre mondialisation : une mondialisation au plus près des territoires, issue de la

coopération entre territoires urbains et ruraux et loin d'un modèle unique et normalisateur qui ignore la diversité du monde et des écosystèmes locaux. Il nous semble que les villes et les régions doivent saisir toutes les occasions pour défendre l'idée de cette mondialisation collaborative et riche de la diversité des territoires, des sociétés et des cultures. Les collectivités territoriales s'organisent pour porter et renforcer l'essaimage de bonnes pratiques et construire un plaidoyer pro-territoire, pro-diversité et pro-transition.

Un tel plaidoyer doit être l'émanation de politiques municipales et régionales qui s'efforcent d'accompagner les dynamiques de transition qui se





développent dans les territoires urbains et ruraux. En effet, nombreux sont les citoyens, les associations, les organisations professionnelles ou les acteurs économiques à être déjà engagés dans des chemins de transition. Ces acteurs pionniers sont les véritables bâtisseurs d'un nouveau modèle émergeant, plus durable, inclusif et solidaire. Les collectivités territoriales participent avec force à un grand mouvement de transition qui a déjà des racines profondes et qui se construit par la créativité des acteurs de terrain et la diversité de leurs initiatives.

Dans ce grand mouvement de la transition écologique et solidaire, la transition agricole et alimentaire joue un rôle moteur. Le système alimentaire est un laboratoire où se recherchent des éléments de solutions à la plupart des grands problèmes contemporains de développement, d'emploi, d'environnement. Ces solutions qui apparaissent à petite échelle n'annoncent pas un nouveau modèle unique, mais un monde de diversité, traduction de la variété des milieux naturels et sociaux. Les collectivités territoriales sont proches de ces dynamiques de

transition, elles les soutiennent par leurs politiques publiques. Elles doivent poursuivre le dialogue avec les autorités publiques nationales et les convaincre que la transition est déjà en chemin dans leurs territoires. Face aux urgences économiques, sociales, environnementales, un nouveau partage des tâches et des responsabilités s'impose. Et pour leur part, pour qu'elles puissent assumer pleinement leurs responsabilités dans la vitalité du mouvement de transition et dans l'émergence d'une nouvelle mondialisation, les collectivités territoriales ont besoin de se voir reconnaître de nouvelles marges de manœuvre, dans un esprit de dialogue, d'autonomie et de responsabilité.

Pour avoir une chance d'advenir, l'émergence d'un monde nouveau a en effet besoin d'un new deal des compétences et des responsabilités. Les collectivités territoriales sont à la croisée des chemins, de ceux qui créent dans les territoires le socle du développement durable et inclusif et de ceux qui construisent à l'échelle du monde les règles d'une vaste coopération entre ces territoires.





Lancé en juin 2011, le **Partenariat Français pour la Ville et les Territoires (PFVT)** est une plateforme d'échanges et de valorisation de l'expertise des acteurs français de l'urbain à l'international. Il s'agit d'un partenariat multi-acteurs présidé par Hubert Julien-Laferrrière, député de la deuxième circonscription du Rhône, soutenu par les Ministères de l'Europe et des Affaires Etrangères, de la Cohésion des Territoires, de la Transition Écologique et Solidaire, et de la Culture. Il fédère près de deux cents organismes représentant la diversité de l'expertise urbaine française, contribuant à la construction d'une vision française partagée, fondée sur la capitalisation d'échanges et d'expériences innovantes et durables.

Alimentation et agriculture



Citoyenneté et innovation sociale



Ville informelle



Logement abordable



Mobilités



Transition numérique et inclusive



Résilience et adaptation au changement climatique



Bien-être et santé



Services essentiels



Ville créative et planification intelligente

Photo de couverture :

© Flickr - 2016

ISBN : 979-10-90777-09-5

Réalisation :

